

« TRAVAILLEURS DE TOUS LES PAYS UNISSONS-NOUS ! » (Karl MARX)

L'Étincelle

*Pour la construction d'un parti des travailleurs
communiste et révolutionnaire*



PSA

Lundi 11 novembre 2013

En Bretagne comme ailleurs, faire converger les luttes pour que les travailleurs ne payent plus la crise

L'annonce par le gouvernement de la suspension de l'écotaxe sur les poids lourds n'a pas fait mollir la mobilisation en Bretagne, où les radars ont rejoint les portiques destinés à prélever l'écotaxe dans un grand feu qui pourrait bien s'étendre. Au-delà de l'écotaxe, la révolte qui gronde est celle des travailleurs victimes des vagues de licenciements ; et de tous ceux qui – petits commerçants, artisans – sont condamnés par la fermeture d'une usine qui, dans une ville, peut faire plonger tout le monde.

Comme il fallait s'y attendre, toute une bande d'hypocrites – allant des ex-ministres de Sarkozy (pourtant responsables de la loi sur l'écotaxe), au patronat qui en profite pour pleurer sur les impôts qui l'étrangleraient, en passant par les homophobes de la « manif contre le mariage pour tous » – s'est dépêchée de dénoncer l'écotaxe en particulier et les taxes en général... Enfin, pas toutes les taxes, pas les augmentations des taux de la TVA qui entreront en vigueur au 1^{er} janvier prochain et qui pèseront essentiellement sur les classes populaires qui constituent la très grande majorité de la population ! Ces impôts-là ne les dérangent pas !

Une avalanche de licenciements en Bretagne...

Mais, le feu qui couve en Bretagne est avant tout attisé par la révolte des travailleurs de Tilly-Sabco, de Gad, de Doux dont l'emploi est supprimé ou menacé, par la révolte de petits producteurs, de petits transporteurs écrasés par les dettes et des taxes qu'ils ne peuvent pas, eux, répercuter sur leurs clients. À la différence des grosses entreprises de transport, des centrales d'achat des grandes surfaces, de tous ceux qui font mine de se solidariser des manifestants pour détourner leur colère des vrais responsables ; c'est-à-dire d'eux-mêmes, des banques et du gouvernement qui cède à toutes leurs exigences, quand il ne les anticipe pas.

... et ailleurs

Les raisons de la colère ne sont pas limitées à la Bretagne. C'est dans toutes les régions que s'accroissent les plans de licenciements : + 12 % sur les neuf premiers mois de l'année par rapport à 2012. Sur un an, il y a eu un peu plus de 1 000 plans de licenciements.

Après les annonces de la fermeture de PSA Aulnay, d'Arcelor-Mittal à Florange, de Petroplus au début de cette année, c'est au tour de La Redoute, d'Alcatel-Lucent, de Fagor-Brandt. 53 000 emplois seraient ainsi actuellement menacés. Et les « experts » économiques nous disent sans sourciller qu'il y aurait actuellement de 150 000 à 180 000 emplois « *en trop* ». C'est donc malheureusement loin d'être fini, contrairement aux affirmations de Hollande et ses ministres, destinées à nous endormir !

Car le rôle du gouvernement dans tout cela est non seulement de céder à toutes les exigences du patronat mais encore d'endormir les travailleurs avec de beaux discours. Et Montebourg de pleurnicher devant des patrons réunis au Medef le 29 octobre dernier, qu'il n'aurait « *pas vocation à faire uniquement le pompier* » ! Il ne fait pourtant que ça !

Faire converger les luttes de tous les travailleurs

Le mouvement parti de Bretagne n'est pas une révolte exclusivement fiscale alliant salariés et patrons. Une représentante de FO l'a clairement montré en claquant la porte de négociations bidon et en dénonçant l'absence de « *réponse du gouvernement sur l'arrêt des fermetures des sites industriels* ». Les manifestations de Bretagne sont l'expression de l'exaspération légitime des couches populaires et des travailleurs, seuls à faire les frais de la crise.

Alors, il serait temps que le mouvement parti de Bretagne s'étende, que tous les travailleurs menacés par la crise – c'est-à-dire nous tous ! – nous unissions pour exiger du patronat et du gouvernement que cesse l'hémorragie des emplois, pour imposer l'interdiction des licenciements !

La boîte à fric va nous faire craquer

Au B2, à l'Habillage moteur du Système 1 la direction veut rajouter une opération : la préparation des boîtes à cric, sur un poste pourtant réservé à un travailleur handicapé. Le CHSCT a pris position contre la transformation du poste. À juste titre.

À peine les accords signés, la direction redouble dans les attaques en supprimant des postes et en surchargeant les autres. Pas question de se laisser faire !

Elle se prend les pieds dans son propre tapis

Au B3, Montage, Système 1, Pose des pare-brises et lunettes arrière, le mercredi 23 et lundi 28 octobre, une panne est survenue sur le robot entraînant à chaque fois un arrêt d'une demi-heure. Une cinquantaine de véhicules sont sortis sans pare-brise ni lunette arrière et sont partis à la retouche.

Mardi 29, au B3, à l'Habillage des portes Système 2, une panne électrique sur un rail servant de guide a provoqué un arrêt de l'ensemble du montage pendant 3 heures.

La direction doit trouver que c'est plus rentable d'avoir des pannes. Tant mieux pour nous, ça nous fait souffler sur les lignes. Mais voilà ce qui arrive quand on supprime les postes à la maintenance, comme partout ailleurs.

Auto-persuasion

Dans plusieurs secteurs, notamment aux B2 et B3, un certains nombres de RU démissionnent les uns après les autres. Peut être trop sensibles à leur propre propagande, ils ont donc décidé de s'auto-licencier... Nous, nous n'avons pas grand-chose à espérer dehors, et nous devons nous battre pour ne pas se faire vider.

Le mur du silence PSA

Mercredi 30 octobre, 7 syndicalistes de SUD PSA Poissy ont arrêté leur grève de la faim commencée 42 jours plus tôt pour dénoncer les discriminations dont ils étaient victimes. La direction s'engage à leur attribuer un travail correspondant à leur qualification, à leur payer des jours de grève et à leur accorder une convalescence de 3 mois. Ils réclamaient une enquête sur les risques psycho-sociaux chez les salariés de l'ensemble de l'usine. Reste à obtenir qu'elle soit indépendante du patron, car il y aurait beaucoup à dire.

Ce sera bientôt pareil chez nous

À PSA Mulhouse la direction vient d'annoncer une augmentation des cadences sur la ligne de montage de la Peugeot 2008. De 45 véhicules à l'heure elle veut passer à 50. La production a déjà augmenté de 30 % depuis le début de l'année et, dans le même temps les effectifs ont baissé de 353 personnes.

Chômage et cadences infernales sont les moyens qu'ils croient avoir trouvés pour augmenter leurs profits. À nous de leur faire regretter.

PSA Aulnay : maintenant le dépeçage

Acheté par PSA dans les années 70 pour pas grand-chose, le site de PSA Aulnay est maintenant l'objet d'une spéculation écœurante. Il pourrait être cédé pour 1 ou 2 milliards d'euros. Avec le Grand Paris, les aéroports et les autoroutes, PSA a tout à gagner à faire monter les prix en retardant la vente des 160 hectares du site, quitte à ce que le terrain ne serve à rien pendant longtemps.

Le conseil régional d'Île-de-France présidé par le PS voudrait racheter l'emplacement pour 1 milliard d'euros. Après avoir vampirisé les fonds publics au nom du maintien de l'emploi, PSA continuerait de s'en mettre plein les poches grâce à la Région, sur nos impôts. Quant à exproprier PSA pour faire de ce terrain un bien public utile c'est loin des préoccupations des politiciens toujours à plat ventre devant le lion multimilliardaire.

Ça brade surtout du vent

C'est vendu comme une « contrepartie » : dès l'accord PSA signé, de nouvelles remises commerciales sont annoncées par la direction. À y regarder de près, entre des remises collaborateurs sur des révisions qui auraient pu être instaurées depuis longtemps, et ce qui a tout l'air de simples soldes de fin d'année, les malheureux acheteurs n'y trouveront pas de quoi compenser le gel de leur salaire. L'opération, qui expire fin 2013, ressemble plus à une braderie pour des besoins commerciaux... et faire avaler avec quelques centaines de milliers d'euros la centaine de millions que la direction racle sur notre dos.

Zéro + zéro = la tête à Titan

Le PDG du groupe Titan, Maurice Taylor, dit vouloir reprendre l'usine Goodyear d'Amiens avec « zéro employé » ! Et réembaucher ensuite, selon ses besoins et à ses conditions, 330 salariés parmi les 1 200 qui y travaillent actuellement... et avec la garantie de quatre ans seulement. Pour le ministre Montebourg, « c'est mieux que rien » Ce patron voyou s'était déjà fait remarquer en traitant les ouvriers de « *fainéants qui ne travaillent que trois heures par jour* » et les représentants syndicaux de « *timbrés* » qu'il faudrait « *envoyer à la Légion étrangère* ».

Voilà le genre de patron devant lequel Montebourg fait des courbettes. Qui se ressemble s'assemble. Les travailleurs de Goodyear finiront bien par vouloir leurs têtes à tous les deux.